

## Catherine Moreau Directrice des ressources humaines du Conseil d'État depuis 2008



### Formation

Maîtrise de droit public, mention droit international et communautaire  
DESS de droit et administration des organisations internationales  
ENA, promotion Antoine de Saint-Exupéry 1994

À ma sortie de l'ENA en 1994, ce n'est pas tant le ministère de l'Éducation nationale que j'ai choisi que le poste de chef du bureau des consultations juridiques de la direction, qui s'appelait encore en 1994 la direction des affaires générales, internationales et de coopération, dont les attributions correspondaient à mon envie de « faire du droit ».

Et c'est à ce poste que j'ai découvert, au travers du prisme juridique, l'étendue et la variété des dossiers traités par l'administration centrale du ministère, qu'il s'agisse des questions relatives à la scolarité, à l'organisation et au fonctionnement des écoles et des établissements scolaires, à la vie des élèves ou aux règles statutaires applicables aux très nombreux corps de fonctionnaires relevant de l'éducation.

Il n'est guère de sujet faisant la une de l'actualité qui ne soit soumis à la direction des affaires juridiques ou de décisions politiques nouvelles pour lesquelles elle n'est sollicitée. Après une période de mobilité très enrichissante au Conseil d'État, j'ai découvert les rouages du travail interministériel au secrétariat général du gouvernement, de la rédaction

des « bleus » au suivi des lois et décrets inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres.

Puis, quand il m'a été offert de revenir à la direction des affaires juridiques, j'ai su que j'y retrouverais la diversité et le foisonnement d'un service public en constante évolution. La fonction juridique dans les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, c'est d'abord le conseil et l'expertise qui doivent accompagner la mise en œuvre des réformes. Ce n'est pas se borner à dire le droit.

Depuis plus d'un an, j'ai cependant saisi l'opportunité de diversifier mon expérience en prenant le poste de directrice des ressources humaines du Conseil d'État, issu de la complète réorganisation des services de son secrétariat général.

Choisir les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à la sortie de l'ENA permet d'exercer des fonctions passionnantes au sein de ces grandes administrations, mais offre aussi la possibilité de faire valoir à l'extérieur les compétences et les expériences acquises.

### 2008

Directrice des ressources humaines du Conseil d'État

### 2007

Chef de service adjointe au directeur des affaires juridiques

### 2001

Chargée des fonctions puis nommée en 2003 sous-directrice des affaires juridiques de l'enseignement scolaire à la direction des affaires juridiques

### 2000

Chargée de mission au Secrétariat général du gouvernement

### 1998

Affectée au Conseil d'État au titre de la mobilité

### 1994

Nommée administratrice civile et affectée au MEN, chef de bureau du contentieux et des consultations juridiques et de l'enseignement scolaire à la direction des affaires juridiques